

Quadjout en réunion aujourd'hui avec les syndicats du secteur

# Rentrée scolaire et surcharge des classes parmi les points à traiter

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

203 nouveaux cas et 7 morts en 24 heures

### Virus : les contaminations toujours en baisse

Page 2

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5177 - Lundi 21 septembre 2020 - Prix : 10 DA

Référendum du 1<sup>er</sup> novembre sur la révision de la Constitution

# El Islah et Ennahda voteront «Oui»

Page 3

## Guerre des nerfs russo-américaine au nord-est de la Syrie

Par Mohamed Habili

**P**our tout renforcement du dispositif militaire américain dans l'est de la Syrie, rapporté dernièrement par les médias américains et repris par d'autres, il ne s'est agi en réalité que de l'envoi de quelques chars et de leurs servants, une centaine d'hommes tout au plus. Comme de plus il ne semble pas que ce ne soit là qu'un début, rien ne permet de penser, du moins pour le moment, que l'administration Trump soit en train de revenir sur sa première décision de se retirer complètement de la Syrie, ce que d'ailleurs elle était sur le point de faire il y a de cela quelques mois. C'était avant que Donald Trump n'en décide autrement sous la pression à la fois du Pentagone et des alliés occidentaux. Les mêmes sources derrière cette information l'ont également reliée à un incident avec l'armée russe, disséminée le long de la frontière avec la Turquie, avec l'assentiment de cette dernière, incident qui se serait traduit par des blessés côté américain. La modestie de l'envoi n'en fait toutefois pas un renfort. Il aurait fallu un contingent beaucoup plus important si le but était de rééquilibrer les forces en présence dans cette région, la seule où l'armée américaine soit encore présente en Syrie. Ce que les Etats-Unis y ont dépêché, et qu'ils ont prélevé sur les forces stationnées en Irak, semble n'avoir d'autre motif que de jouer sur les nerfs des Russes, et par la même occasion des Syriens et des Turcs.

Suite en page 3

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

# Importantes décisions dans les secteurs de la Santé et des Mines

● Le Président accorde une entrevue à des responsables de médias nationaux



PH/D. R.

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à plusieurs dossiers liés aux secteurs de la Santé, des Mines, des Finances et de l'Agriculture. Page 2

Tizi Ouzou

## Opération escargot des transporteurs de la wilaya

Page 16

Commerce

## Rezig rencontre les producteurs et importateurs de fournitures scolaires

Page 5

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

# Importantes décisions dans les secteurs de la Santé et des Mines

■ Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à plusieurs dossiers liés aux secteurs de la Santé, des Mines, des Finances et de l'Agriculture.

Aomar Fekrache

Le ministre de la Santé a présenté un exposé sur la création d'un Centre anti cancer dans la wilaya de Djelfa et un autre exposé sur la réalisation d'un complexe hospitalo-universitaire dans la Capitale. Pour le premier projet, le président de la République a donné instruction de fixer le dernier délai pour la pose de la première pierre au 15 octobre et finaliser au cours des deux prochains mois la définition des équipements médicaux requis pour les acquérir avant la fin de l'année. Ce centre sera doté en nombre suffisant d'accélérateurs et fournira des services hôteliers pour l'hébergement des familles accompagnant les malades. Aussi, ce centre sera doté en équipements et appareillages de radiothérapie et chimiothérapie de pointe. Concernant l'approbation de la réalisation d'un complexe hospitalo-universitaire dans la Capitale, ce projet sera d'une superficie suffisante pour mettre fin définitivement au recours aux soins à l'étranger. Le président Tebboune a par ailleurs, ordonné la révision de l'étude proposée au projet en étendant la consultation aux médecins spécialistes et en coordonnant avec l'Agence nationale de la sécurité sanitaire pour identifier le meilleur modèle garantissant les types de soins les plus performants avec les équipements médicaux les plus modernes. Ce complexe hospitalier devra égaler les pôles hospitalo-universitaires européens. De son côté, le ministre des Mines a présenté un exposé sur les modalités de création de coopératives de jeunes pour l'exploitation des gisements aurifères de Tamarassat et d'Illizi.

Après son approbation, le Président a donné instruction pour l'actualisation, avec précision, de la cartographie minière nationale pour définir les zones à exploitation industrielle et celles à exploitation artisanale. Il est aussi question du lancement immédiat de l'exploitation artisanale en recourant à des solutions conjoncturelles dans l'attente de la révision de la loi minière. Le Président a insisté sur la valorisation des initiatives individuelles et leur libération de toute entrave bureaucratique pour encourager les jeunes de la région à exploiter ce minerai et y résorber le chômage. Aussi, il a tenu à charger le Premier ministre de tenir une réunion de coordination entre les ministères concernés par l'extraction de l'or et le ministère de la Défense nationale, en vue de traiter les questions liées à l'interdiction de l'exploitation illégale et anarchique par les orpailleurs illégaux qui s'infiltrèrent dans la région. M. Tebboune a également instruit le ministre des Mines d'accélérer l'exploitation de la mine de fer de Ghar Djebilet et du gisement de Zinc et de phosphate de Oued Amizour avec réalisation d'une ligne ferroviaire entre Tindouf et Bechar. Lors de cette réunion, le ministre de l'Agriculture et du développement rural a présenté un exposé sur le projet de déclassement de parcelles de terrains agricoles en vue d'y construire des agglomérations d'habitations au profit des sinistrés du séisme qui a frappé



récentement la wilaya de Mila. Trois projets de décrets présidentiels ont, d'autre part, été présentés par le ministre des Finances. Le président a donné instruction, entre autres, d'ouvrir des banques algériennes à l'étranger, en Europe et en Afrique, qu'elles soient étatiques ou à capital mixte. Comme il a ordonné la révision du fichier national du logement pour l'assainir à nouveau des indus bénéficiaires de logements sociaux. Autre décision prise lors de cette réunion, celle de soumettre, à l'avenir, tout engagement financier dans l'importation et toute transaction en devises, à l'ap-

probation préalable du Conseil du Gouvernement et soumettre à l'approbation préalable du conseil du gouvernement ou du conseil des ministres, en cas de

nécessité, toutes les mesures relatives à la définition de la liste des produits interdits à l'importation.

A. F.

## 203 nouveaux cas et 7 morts en 24 heures Virus : les contaminations toujours en baisse

L'Algérie a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit 1 cas de plus que la journée d'hier (6), portant à 1 672 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse avec 203 cas, soit 7 cas de moins par rapport à hier (210), pour atteindre au total 49 826 cas confirmés.

R. N.

## Quadjaout en réunion aujourd'hui avec les syndicats du secteur Rentrée scolaire et surcharge des classes parmi les points à traiter

À partir d'aujourd'hui, le ministère de l'Éducation nationale organisera des réunions avec ses partenaires sociaux. Parmi les points les plus importants à traiter figurent « la rentrée scolaire et les dossiers professionnels et sociaux en suspens », indiquent les syndicats de l'Éducation.

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le ministère de l'Éducation nationale a indiqué que dès cette semaine en cours, les réunions avec les différents syndicats du secteur seront organisées. Lors de cette réunion, le président du bureau national de l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), Sadek Dziri, a indiqué que parmi les dossiers qui seront soulevés et traités figurent « des dossiers en suspens qui, selon lui, sont importants. Ils ont été traités le 24 février, mais sont restés sans réponse du ministère ». Il citera, à ce propos, le dossier de la loi fondamentale sur l'éducation, celui des enseignants du primaire, des consultants en éducation, du personnel d'alimentation, personnel d'orientation et conseillers, des assistants d'enseignement et du superviseur de l'éducation, des directeurs, ainsi que des employés et des informateurs des services économiques. Sadek Dziri a évoqué, en outre, le dossier des classifications toujours en suspens, en plus des pro-

blèmes sociaux touchant les professionnels de l'Éducation, comme la baisse du pouvoir d'achat, qui a diminué de 55% depuis 2012, sans oublier le dossier des retraites. Sadek Dziri a souligné qu'il s'agit de dossiers très importants que le ministère devra examiner et y apporter des solutions le plus tôt possible pour l'année scolaire 2020/2021 se déroule dans les meilleures conditions. En revanche, Dziri a confirmé que la réunion sera basée sur les préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, dont la date n'a pas encore été déterminée, selon la dernière déclaration du Premier ministre. Les propositions que son syndicat présentera au ministère de l'Éducation sont d'assurer la mise en œuvre du protocole sanitaire, notamment en ce qui concerne la distanciation qui ne peut être réalisée qu'en appliquant le système de double vacation, car au niveau des différentes écoles du pays, le nombre d'élèves par classe avoisine les 50. Dziri a déclaré que « près de 9 millions d'élèves se préparent à reprendre le chemin des établissements éducatifs, ce qui pose le problème de la surcharge des classes ». Il a donc également proposé l'application du système d'étude jour après jour, indiquant que ce système pourrait prolonger le volume horaire mais ne nuirait en rien dans les programmes scolaires. Enfin, il a indiqué qu'avec la pandé-

mie de Covid 19, l'accent doit être mis à l'avenir sur l'enseignement à distance en fournissant toutes les conditions, de l'amélioration du flux d'Internet à la transition vers la numérisation jusqu'aux plateformes scientifiques ouvertes, qui offrent, selon lui, toutes les solutions dans des circonstances exceptionnelles. En outre, pour le syndicaliste du secteur de l'Éducation Nabil Ferguenis, « les points les plus importants qui seront soulevés sont la fixation de la date de la rentrée scolaire puisque le ministre de l'Éducation et le Premier ministre ne l'ont pas encore divulguée, en plus de définir la feuille de route en cette période de pandémie de Covid-19 ». D'autres dossiers vont être traités lors de cette réunion, dont la surcharge des classes. De son côté, Khaled Ahmed, président de l'Association des parents d'élèves, a indiqué que des réunions ont été organisées entre les membres de son association pour préparer les points importants qui seront exposés à la tutelle. Il a indiqué que le problème qui se pose pour le moment c'est la rentrée scolaire et la surcharge des classes, appelant au respect et à l'application stricte du protocole sanitaire dans les établissements éducatifs. Il a appelé également à la réduction des heures des matières secondaires.

Thinhine Khouchi

### Présidence/Médias Tebboune accorde une entrevue à des responsables de médias nationaux

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé, dans le cadre de ses rencontres périodiques régulières avec la presse nationale, une entrevue à des responsables de médias nationaux, lors de laquelle il a abordé nombre de questions nationales et régionales, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'entrevue a été diffusée hier dimanche à 22h00 sur les chaînes nationales de la Télévision et de la Radio, précise la même source.

R. N.



Référendum du 1<sup>er</sup> novembre sur la révision de la Constitution

# El Islah et Ennahda voteront «Oui»

■ Après le MSP la semaine passée, les mouvements El Islah et Ennahda se sont prononcés sur la tenue du référendum autour de la révision de la Constitution. Les deux formations politiques islamistes se sont ainsi positionnées en faveur du rendez-vous référendaire du 1<sup>er</sup> novembre. Néanmoins, Ennahda a émis quelques réserves sur certains articles du projet de révision du texte fondamental du pays qu'elle estime «ne pas être à la hauteur des espérances».



Par Lynda Naili

À ce titre, le mouvement El Islah a décidé de voter «oui» à la révision de la Constitution soumise à référendum le 1<sup>er</sup> novembre, en ce sens où elle «consacre l'Etat des droits et des libertés et les institutions légales dans le cadre d'un large consensus national». C'est ce qu'a relevé avant-hier un communiqué de cette formation politique. Une décision qui a été prise lors de la 11<sup>e</sup> Université d'été du mouvement les 17 et 18 septembre derniers. Le mouvement El Islah a tenu la 9<sup>e</sup> session ordinaire de son Conseil consultatif qui a «élaboré sa décision finale sur le référendum autour de la révision de la Constitution» et «la majorité écrasante a approuvé le vote en faveur du projet de révision de la Constitution soumis à référendum le 1<sup>er</sup> novembre», a précisé le document d'El Islah. Expliquant sa position, le mouve-

ment s'est dit «convaincu» que ce projet est «digne d'une Constitution consensuelle, jette réellement les bases d'une Algérie nouvelle» et «consacre l'Etat des droits, des libertés et les institutions légales dans le cadre d'un large consensus, soutenu par une large base populaire». En outre, l'Université d'été du mouvement a qualifié «le processus de révision de la Constitution de normal», en dépit des conditions sanitaires exceptionnelles que vit le pays (coronavirus), appelant les Algériens à faire de ce rendez-vous électoral «une réussite», de même que «les grands chantiers lancés dans divers domaines politiques et socio-économiques», en encourageant «la participation de toutes les factions politiques et franges sociales du pays», dans le cadre d'une vision nationale unifiée, considérant la Constitution de 2020 comme «le fondement de l'Algérie nouvelle». Et de souligner, à ce propos,



Phs. &gt; D. R.

l'importance de «renforcer le front interne et de placer les intérêts du pays et de la Nation au-dessus de toute autre considération».

## Ennahda prône une responsabilité «sans ambiguïté»

Pour sa part, le mouvement Ennahda, bien qu'il ait émis des réserves sur certains articles contenus dans ce projet de révision constitutionnelle qui, de son avis, «ne sont pas à la hauteur des espérances», a indiqué que sa position vis-à-vis du projet de la révision de la Constitution sera «responsable, claire et sans ambiguïté aucune». Ainsi, Yazid Benaïcha, secrétaire général d'Ennahda, a fait savoir depuis Constantine, à l'issue d'une rencontre regroupant les chefs de bureaux de cette formation politique dans les wilayas de l'Est, que «la position du mouvement Ennahda quant au projet de la

révision de la Constitution sera responsable, claire et sans ambiguïté aucune et cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions de concertation devant déterminer la position finale du mouvement». En attendant, se félicitant du débat entamé sur la scène nationale sur les grandes questions contenues dans le projet de révision constitutionnelle, le même intervenant a, dans la foulée, émis des réserves sur certains articles contenus dans ce projet de révision constitutionnelle. De plus, mettant en avant l'importance du rendez-vous référendaire du 1<sup>er</sup> novembre prochain, il a indiqué que sa formation politique aspire que «la révision de la Constitution puisse permettre l'édification d'une nouvelle Algérie où règne un Etat de droit, de liberté, de pluralisme consacrant l'alternance au pouvoir et favorisant un climat adéquat pour une sérieuse relance économique».

L. N.

## Protocole sanitaire spécial référendum Les assurances de l'Anie

L'échéance à venir oblige, l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) confirme que toutes les étapes liées au référendum du 1<sup>er</sup> novembre sont soumises au protocole sanitaire. L'Autorité nationale indépendante des élections a signé un protocole spécial avec le ministère de la Santé pour protéger les citoyens du coronavirus avant, pendant le vote et après le vote, indique Ali Draa. Pour ceder, le plus grand défi pour l'Autorité est d'obtenir le taux de participation le plus élevé au référendum. «Toutes les conditions sont prêtes pour la réussite

du référendum», fait savoir le chargé de l'information à l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Ali Draa.

Concernant l'opération de révision des listes électorales, supervisée hier par le président de l'Anie, Mohamed Charfi, à partir des communes de Boumerdes et Rouiba, en prévision du référendum sur la nouvelle Constitution prévu pour le 1<sup>er</sup> novembre, l'invité de la Chaîne 1 de la Radio nationale explique que l'opération durera 8 jours. Le chargé de l'information à l'Anie indique que les citoyens ayant atteint l'âge de voter le 1<sup>er</sup>

novembre seront inclus et qu'une opération similaire a été lancée au niveau des consulats algériens à l'étranger. Les familles des personnes récemment décédées doivent également s'adresser aux bureaux spéciaux pour la révision des listes électorales afin de signaler les décès pour qu'ils soient rayés des listes. Les citoyens qui ont changé de résidence doivent également présenter un certificat de leur nouvelle adresse afin de s'inscrire auprès d'un nouveau bureau électoral.

Validé par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la Covid-19, ce protocole fixe les

étapes régissant l'organisation du référendum. Cette organisation qui s'impose en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle concerne le siège de l'Anie, les sièges des comités de wilaya et communaux des élections, les centres de vote, les bureaux itinérants ainsi que les bureaux de vote au niveau des circonscriptions diplomatiques et consulaires à l'étranger. Ce protocole comprend également des consignes sanitaires obligatoires à l'intérieur des salles de conférences et des salles de travail qui seront dotées de gel hydroalcoolique, à savoir le port obligatoire du masque, le respect de la

## LA QUESTION DU JOUR

### Guerre des nerfs russo-américaine au nord-est de la Syrie

Suite de la page une

Mais évidemment pas de leurs alliés les Kurdes qui au contraire ont dû voir un signe de bon augure. L'incident avec les Russes a pris la forme, à ce qu'il semble, d'un face à face avec des chars russes qui s'étaient placés en travers du chemin d'une de leurs patrouilles qui s'était aventurée loin de ses bases. Une agressivité qui tend à se renouveler ces derniers temps. Tout semble s'être passé à cette occasion tout au moins comme si les Russes voulaient dire aux Américains qu'il était temps pour eux de plier bagage comme ils l'avaient déjà annoncé. La méthode employée pour leur faire parvenir ce message n'étant pas des plus amicales, les Américains y ont répondu en faisant le contraire de ce qu'on attendait d'eux. Les pousse-t-on avec des chars hors de la Syrie ? Eh bien, ils feront tout le contraire : ils feront venir un supplément de forces et du même genre que celles qui s'en étaient prises à eux, au point de blesser quelques-uns des leurs. Certes, pas au point de mettre leur vie en danger, mais quand même, ce ne sont pas là des choses à faire entre deux armées qui jusque-là avaient réussi à éviter les contacts violents. Pendant bientôt une décennie, Américains et Russes se sont opposés en Syrie sans jamais une seule fois s'affronter directement, sans même une seule erreur ou bavure. Un exploit, une admirable maîtrise de soi, une coordination entre ennemis dont on chercherait vainement un précédent. Chaque fois que les Américains voulaient attaquer des positions syriennes, ils en informaient leurs vis-à-vis russes, afin que ces derniers ne fassent rien pour les en empêcher. Et réciproquement. Ce pacte de non-agression mutuelle de près de dix ans aurait-il vécu ? Probablement pas, mais il semble bien qu'il se vive de plus en plus difficilement, et d'abord du côté russe.

M. H.

distanciation sociale et l'impératif d'éviter tout contact physique entre les individus. Selon le protocole, l'accès à l'intérieur du bureau n'est autorisé que pour deux ou trois personnes, et entre 5 et 7 membres à la salle de travail, en fonction de sa superficie. De même qu'il est prévu d'organiser des chaînes d'attente spéciales pour les gens âgés, les malades chroniques et les personnes aux besoins spécifiques afin de faciliter l'opération de vote.

Louiza A. R.

Journée mondiale du nettoyage

# Un engouement particulier à Tala Guilef

■ L'opération de ramassage des déchets, organisée samedi par le Comité olympique et sportif algérien dans le cadre de la Journée mondiale du nettoyage de la planète, a connu un engouement particulier au site touristique de Tala Guilef, dans la commune de Boghni (Tizi Ouzou).

Par Maya G.

Cette opération a permis aux participants de se joindre à l'effort commun de ramassage des déchets solides dans la forêt de Tala Guilef, autrefois lieu de préparation de plusieurs clubs sportifs et équipes nationales à l'intersaison.

«L'objectif de cette journée est de fédérer le maximum d'énergie et générer une prise de conscience globale sur la problématique des déchets sauvages. Aujourd'hui, il est de notre devoir de contribuer à la réduction de la pollution et développer des actions préventives et correctives sur le terrain», a déclaré à l'APS Abdelmadjid Bouaoud, membre du bureau exécutif du COA et responsable de l'opération.

L'opération de nettoyage est inscrite dans le cadre du partenariat signé entre l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA) et l'organisation mondiale World CleanUP Day de lutte pour le nettoyage de la planète,



affiliée à l'ONU et à l'Unesco, et avec la collaboration de la commission Sport et environnement du Comité olympique

international (CIO).

Il est à rappeler que la Journée mondiale du nettoyage de la planète a été

lancée en septembre 2018 dans 150 pays.

M. G.

Tindouf

## Le traitement du palmier contre le Boufaroua et le Myelois a donné de «bons» résultats

La campagne de traitement du palmier contre les maladies du Boufaroua et du Myelois a donné de «bons» résultats dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris, hier, de la Direction des services agricoles (DSA). Menée entre mai et août de chaque année, la campagne a touché les palmeries situées dans les communes de Tindouf et d'Oum-Laâssel, sur une superficie de 435 hectares, a indiqué le DSA de Tindouf, Laïd Bouazza.

Elle a permis d'éradiquer ces deux maladies au niveau des palmeries affectées et d'améliorer la production, aux plans de la qualité et de la quantité, surtout pour les variétés de dattes locales telles que

Lahmira, Tennasser, El-Feggous, Hartane, Laâdhem et El-Khalt, a-t-il précisé. La campagne a été précédée par la distribution aux agriculteurs d'insecticides spécifiques, un produit soutenu par l'Etat et fourni en quantités suffisantes, et ce, à travers des sorties des services

agricoles concernés aux périmètres agricoles dans le cadre de la lutte contre les maladies du palmier, notamment le palmier productif, a ajouté le responsable. La DSA a également fait état de l'organisation de sessions de vulgarisation en direction des agriculteurs, portant sur

le mode d'utilisation de ces insecticides dans la lutte contre les maladies du palmier entraînant le développement de la filière phœnicicole, en plus d'avoir dépêché une équipe de l'Institut national de protection des végétaux pour le traitement des palmiers difficiles.

La filière phœnicicole a connu ces dernières années un essor «notable», grâce aux différents projets accordés aux agriculteurs de porter les superficies dédiées à la culture du palmier de 12 hectares à 700 hectares actuellement, selon les services agricoles. **Amel N.**

ADE

## Un contrat de performance dès 2021

Le directeur général de l'Algérienne des eaux, (ADE), Amirouche Ismail, a annoncé, samedi à Alger, l'établissement dès 2021 d'un contrat de performance pour définir les objectifs tracés en termes de quantité et de qualité, permettant une évaluation périodique de la gestion au niveau de chaque unité relevant de la société.

Lors d'une rencontre avec les directeurs des unités de wilaya, directeurs centraux et régionaux du secteur, présidée par le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, consacrée à l'élaboration d'un nouveau plan de travail en faveur des unités de wilaya de l'ADE, M. Amirouche a affirmé que la société était l'outil susceptible de traduire le plan national des ressources en eau à l'horizon 2030.

Il a insisté, dans ce sens, sur l'obligation de répondre aux aspirations des citoyens, en adoptant les orientations générales de la nouvelle stratégie du secteur.

La société qui compte un effectif de 35 000 travailleurs tend à assurer la pérennité du service public de distribution de l'eau et la préservation de sa qualité, en œuvrant à limiter sa déperdition au niveau des

réseaux de production et de distribution, et à intensifier la présence sur le terrain pour réparer les pannes, éviter les déperditions et lutter contre le raccorderment anarchique.

M. Amirouche a souligné l'impératif d'accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) pour réparer les pannes, réaliser les travaux de raccordement et installer les compteurs par le biais de 300 entreprises conventionnées.

Il a cité le recours à la diversification des moyens de paiement en faveur du citoyen pour faciliter le recouvrement des dettes.

Un plan de formation étudié a été également mis en place pour accompagner les jeunes cadres nommés, à ce jour, dans le management moderne, la communication, l'exploitation, le commerce pour le transfert de l'expertise et du savoir et l'encadrement des nouvelles générations, et partant, renseigner l'opinion publique sur les informations nécessaires.

Le directeur général est revenu sur le rôle du partenaire social et des représentants des travailleurs dans la concrétisation des objectifs de cette stratégie et le suivi périodique des

activités. De leur côté, les directeurs de wilaya installés avant-hier ont évoqué les entraves qui existent sur le terrain, soulignant l'importance de la coordination aux niveaux central et local ainsi que la collaboration, dans le cadre d'un concept général et unifié, pour consacrer la rupture avec les anciennes pratiques.

De même qu'ils ont mis en avant l'impératif d'œuvrer à la concrétisation du principe d'égalité en matière de service public des eaux, outre la capacité d'opérer le changement.

De son côté, l'inspecteur général du ministère, Slimani Zennaki, a rappelé aux nouveaux directeurs l'impérative application de la loi et de favoriser davantage le travail par le nouveau système de comptabilité et des finances en Algérie qui permet l'amélioration de la gestion financière et du suivi.

Il a également mis en exergue l'importance de l'action continue et de la coordination entre les deux départements, commercial et comptable, en sus de la modernisation des systèmes de facturation.

De son côté, la directrice de planification et des affaires financières au ministère, Hamdaoui Fadila, a appelé les respon-

sables, notamment des wilayas, à faire preuve de responsabilité dans leurs missions au niveau de chaque unité en exploitant les ressources financières afin de promouvoir le secteur et le service public des eaux. Elle a également insisté sur l'importance des contrats de performance en termes de gestion.

Pour rappel, le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, avait mis fin aux fonctions, le 1<sup>er</sup> septembre en cours, de plusieurs directeurs et responsables relevant de son secteur dont 14 directeurs de wilaya de l'ADE.

Selon le ministre, 3,6 mds m<sup>3</sup> d'eau sont produits annuellement pour satisfaire des besoins de 2,7 mds m<sup>3</sup> seulement, ce qui reflète la quantité importante des eaux gaspillées.

Le coût réel des eaux est de 50 DA/m<sup>3</sup> alors que le citoyen paie 12 DA/m<sup>3</sup>, a-t-il révélé.

A l'issue de cette rencontre, le ministre a donné des instructions aux directeurs de wilaya à l'effet d'intervenir rapidement et de renforcer le contact avec les citoyens en se déplaçant directement ou via les réseaux sociaux, outre la rationalisation des dépenses.

Safy T.

Accidents de la route

### 5 morts et 153 blessés en 24 heures

CINQ PERSONNES ont trouvé la mort et 153 autres ont été blessés dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, indique, hier, un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, concernant le dispositif de surveillance des plages, les agents chargés de cette mission ont effectué 317 interventions qui ont permis de sauver de la noyade 185 personnes, d'assurer les premiers secours à 120 autres, ainsi que l'évacuation de 12 personnes vers les différents centres sanitaires de proximité. **K. L.**



## Commerce

# Rezig rencontre les producteurs et importateurs de fournitures scolaires

■ Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, s'est réuni, samedi à Alger, avec les producteurs et importateurs de fournitures scolaires, et ce, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire, indique un communiqué du ministère.

Par Salem K.

T enue au siège du ministère en présence du ministre délégué chargé du Commerce extérieur, Aïssa Bekkai, la réunion a eu pour objectif la préparation de la rentrée scolaire en matière de disponibilité des fournitures scolaires et de leurs prix qui n'enregistreront aucune hausse, selon le ministre.

Rassurant les producteurs quant à la prise en considération, par le ministère, de toutes leurs préoccupations à travers une série de mesures pour protéger la production nationale, M. Rezig a invité les opérateurs à

se structurer pour représenter cette filière et devenir une force de proposition pour que le ministère puisse les accompagner, a précisé la même source

De même qu'il a demandé aux importateurs de penser sérieusement à transformer leurs activités et tirer profit de leur expérience dans le domaine de l'importation pour investir localement puis exporter.

Dans ce cadre, il a relevé que l'Algérie s'apprête à s'ouvrir sur un marché prometteur, en l'occurrence l'Afrique, rappelant les avantages et incitations offerts par le secteur du Commerce aux exportateurs.

S. K.



PH/D. R.

## Tourisme/Micro-entreprises

## Signature d'une convention pour renforcer l'entrepreneuriat chez les porteurs de projets

Une convention-cadre a été signée, samedi à Alger, pour renforcer l'entrepreneuriat et l'esprit d'innovation chez les porteurs de projets dans les domaines du tourisme et de l'artisanat, notamment dans le Sud, les Hauts-Plateaux et les zones d'ombre. La convention a été signée par le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du travail familial, Mohamed Hamidou et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises, Nassim Diafat, pour «renforcer la coopération, l'action commune, la concertation et la coordination dans ce domaine».

En vertu de cette convention, une commission de supervision sera installée et composée de représentants des deux ministères, laquelle sera chargée de l'élaboration d'un programme d'action annuel et de l'évaluation de la cadence de mise en œuvre de la convention, en prenant les mesures à même d'améliorer les résultats et renforcer ce partenariat.

La convention prévoit d'accompagner les porteurs de projets dans le domaine du tourisme et de l'artisanat et de leur permettre de tirer profit des programmes de formation, d'encourager la création de micro-entreprises dans le domaine pour contribuer au développement local durable, particulière-

ment dans les régions du Sud, des Hauts-Plateaux et les zones d'ombre. Cette convention a également pour objectif d'encourager les porteurs de projets à produire et à fournir les matières premières (argile, cuir et laine) utilisées dans l'artisanat et encourager la création de micro-entreprises spécialisées dans la promotion et la commercialisation des produits d'artisanat. Cette convention vise, selon les organisateurs, à «valoriser le rôle du tourisme, de l'artisanat et du travail familial en tant que secteur économique vital pour la relance de l'économie nationale, à travers la création de richesses et d'emplois».

Dans son allocution, M. Hamidou a précisé que la convention «tend à encourager l'innovation qui génère l'esprit d'entrepreneuriat, l'esprit de concurrence et la souplesse dans la gestion, à travers l'utilisation des nouvelles technologies, l'amélioration des prestations dans le domaine du tourisme et la garantie d'un artisanat de meilleure qualité pour couvrir les marchés locaux et se positionner dans les marchés extérieurs».

A ce propos, M. Hamidou a souligné que ces actions communes «visent à offrir les facilitations et l'appui nécessaires à une dizaine de milliers de projets de micro-entreprises qui seront concrétisés sur le terrain».

insistant sur l'importance de l'accompagnement et du soutien aux artisans.

Pour le ministre, «le bon accueil, l'offre de consultations et d'orientation, la garantie de la rapidité dans le traitement des dossiers déposés et la réunion d'un climat favorable sont parmi les facteurs essentiels pour l'encouragement des porteurs de projets de création de petites entreprises, notamment au Sud, aux Hauts-Plateaux et les zones d'ombre». Des instructions ont été données aux services locaux et centraux concernés à l'effet de «mettre fin à la bureaucratie et orienter les porteurs de projets à créer de micro-entreprises en fonction des besoins du marché». De son côté, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Micro-entreprises a précisé que son secteur veillera, en vertu de cette convention, «à garantir la prise en charge et l'accompagnement à près de 400 000 artisans souffrant notamment de manque de financement pour développer leurs activités et des marchés pour vendre leurs produits, et ce, dans le cadre de la nouvelle stratégie tendant à réaliser une approche économique dans le domaine d'entrepreneuriat permettant d'assurer des statistiques exactes sur la situation des micro-entreprises».

G. H.

## COVID-19

## Les marchés émergents se rétablissent mais les risques persistent

Le commerce entre les marchés émergents (ME) commence à se redresser depuis le mois dernier et les perspectives sont en outre soutenues par l'amélioration des enquêtes auprès des entreprises et une orientation monétaire accommodante, selon un récent rapport de l'Institut of International Finance (IIF).

Les données de l'IIF indiquent que le déclin de la croissance mondiale a atteint sa fin et que l'activité économique devrait connaître un rebond significatif au cours des prochains mois.

Selon le suivi de la croissance de l'organisme financier, une amélioration de 5,3 % observée en août a été le premier signe de résurgence depuis le choc Covid-19 plus tôt cette année.

Alors que le crédit des marchés émergents devrait bénéficier d'une croissance améliorée soutenue par des politiques monétaires faciles, les risques persistent encore, selon le rapport.

«La dynamique des taux réels américains et des chiffres de l'activité des marchés émergents sera essentielle pour les

perspectives des variables financières des ME», souligne le rapport, tout en identifiant la détérioration budgétaire ainsi que la croissance potentielle modérée et la productivité dans les ME restent des préoccupations importantes à long terme.

«Nous ne nous attendons pas à ce que le rythme de l'expansion au cours des derniers mois se poursuive, car la poussée de la réouverture s'estompe, les dislocations du marché du travail limitent les dépenses de consommation et les entre-

prises réduisent leurs investissements», indique le rapport.

L'épidémie de virus n'étant pas encore maîtrisée, les comportements de distanciation sociale et les restrictions en cours ralentiront l'activité, ajoute le document.

L'IIF a fait savoir que les marchés émergents éprouvent des difficultés à gérer la pandémie en raison de leurs ressources publiques et de leurs capacités de soins de santé très limitées, combinées à des turbulences financières.

May T.

### Inde Fitch prévoit une contraction de l'économie de 8,6 %

L'ÉCONOMIE indienne devrait se contracter de 8,6 % en 2020-2021 (avril 2020 à mars 2021), a indiqué l'agence de notation internationale Fitch Ratings.

Le repli de la demande devrait concerner tous les secteurs, notamment ceux du Tourisme et du Transport en raison des répercussions de la crise du Covid-19 qui pèse lourdement sur l'activité économique, a souligné Fitch dans une note.

Fitch a également révisé à la baisse ses prévisions de contraction de la demande de carburant à 11,5 % en 2020-2021 contre 9,4 % établi auparavant, à la lumière des perspectives économiques du pays.

Le taux de chômage élevé et la perte des revenus résultant de la crise sanitaire ont fortement impacté les dépenses de consommation, ce qui pèsera sur l'investissement des entreprises, explique l'agence de notation.

«Cependant, étant donné l'ampleur des dommages économiques actuellement causés, la réponse budgétaire du gouvernement s'avère loin d'être suffisante», a estimé Fitch.

Les prévisions de Fitch interviennent après que le gouvernement indien a signalé une contraction record de 23,9 % de son produit intérieur brut (PIB) pour le trimestre avril-juin.

Le gouvernement indien avait annoncé en mai dernier un méga-plan de 266 milliards de dollars afin de mener à bon port l'économie nationale et promouvoir notamment les chaînes d'approvisionnement locales.

R. E.

Une conférence internationale prévue le 15 octobre

## La femme rurale et le monde de l'entrepreneuriat au menu

■ Une conférence internationale sur l'activité entrepreneuriale de la femme rurale sera abritée par Alger le 15 octobre prochain, en coordination avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), a annoncé, avant-hier à Tipasa, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, et ministre par intérim du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Kaoutar Krikou.

Par Maïssa B.

« **L'**organisation de cette conférence mondiale à l'occasion de la Journée mondiale de la femme rurale (15 octobre), en coordination avec le Pnud, est inscrite au titre du renforcement de la coopération entre les deux parties jusqu'à l'horizon 2030», a indiqué M<sup>me</sup> Krikou dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une visite de travail dans la wilaya en compagnie de la Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) en Algérie, M<sup>me</sup> Blerta Aliko. La rencontre s'inscrit dans la mise en œuvre de la stratégie des secteurs de la Solidarité nationale et de l'Emploi, visant, a-t-elle dit, «la consécration d'une autonomie économique avec des normes mondiales, dont notamment la modernisation requise dans le développement durable et le monde de l'entrepreneuriat». Cette initiative, première du genre entre les deux secteurs (Solidarité nationale et Emploi), et le Pnud, vise à élargir la coopération entre les deux parties, notamment en matière d'accompagnement, formation et échanges d'expertises, a souligné la ministre, faisant part de la signature programmée de nombreuses conventions dans le domaine. Pour sa part, la Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) en Algérie a exprimé la «disponibilité» de son organisation à «élargir la coopération et le partenariat en vue de promouvoir le rendement de la femme rurale dans le domaine de l'entrepreneuriat», soulignant les aptitudes de la femme algérienne à apporter la valeur ajoutée requise à l'économie nationale. «Soit un fait en harmonie avec les objectifs de développement durable des Nations unies», a-t-elle observé. Les objectifs de développement durable des Nations unies relatifs à l'activité de la femme dans le monde de l'entrepreneuriat sont «en adéquation avec le plan du gouvernement algérien en la matière», selon M<sup>me</sup> Blerta Aliko,

qui a loué les efforts consentis par les différents dispositifs de soutien à la micro-entreprise, parallèlement à l'accompagnement (financier) assuré par les banques aux femmes, dont les femmes rurales notamment. «Le soutien de l'activité entrepreneuriale de la femme rurale fait partie des objectifs du Pnud, car nous sommes convaincus de l'importance du rôle de la femme dans le milieu rural», a-t-elle encore souligné. Elle a, en outre, exprimé son souhait pour élargir le soutien des activités de la femme à d'autres filières, à l'instar de l'énergie solaire, l'agroalimentaire et la gestion des ressources en eau, ainsi que d'autres projets en relation avec les technologies de l'information et de la communication.

### 64 % des projets Angem affectés aux femmes

Par ailleurs, la ministre a déclaré qu'un taux de 64 % des bénéficiaires des projets de l'Agence nationale de gestion du micro crédit (Angem) sont des femmes. Selon elle, la femme rurale a bénéficié d'une grande part des dispositifs de soutien et d'accompagnement assurés par l'Etat, «pour la réalisation de projets et pour consacrer le changement à tous les niveaux, dont particulièrement au plan économique, à travers l'intégration du domaine de l'entrepreneuriat avec une volonté digne d'intérêt». L'Angem a assuré un soutien et un accompagnement à 586 879 femmes sur un total de 923 308 projets financés par le dispositif jusqu'à août dernier, dans différents domaines relatifs, entre autres, à l'agriculture, la petite



industrie, le bâtiment, l'artisanat et les services, a-t-elle souligné. Selon les statistiques fournies par des responsables de l'Angem, la femme rurale a bénéficié de 32 % des projets affectés aux femmes au titre de ce dispositif national de soutien à l'emploi, soit une moyenne de 187 567 bénéficiaires. M<sup>me</sup> Krikou a également fait cas de 15 864 projets de femmes financés par la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac), sur un total de 152 613 projets pris en charge au titre de ce dispositif. Elle a assuré la poursuite des efforts des secteurs de la Solidarité nationale et de l'Emploi, en vue de consacrer un développement de l'entrepreneuriat chez la femme rurale, avec des normes mondiales «de nature à contribuer à bâtir l'économie de la nouvelle République». S'exprimant sur la présence de la Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud)

avec elle à Tipasa, elle a déclaré qu'elle s'inscrit au titre d'une action de coordination avec le Pnud. «C'est là une preuve de l'existence d'une volonté pour promouvoir les efforts de la femme rurale dans le monde de l'entrepreneuriat, aux plans formation et accompagnement, et selon des normes mondiales susceptibles de donner libre cours à ses capacités (femme rurale) en matière de productivité, commercialisation et échanges d'expériences», a précisé M<sup>me</sup> Krikou. Pour sa part, M<sup>me</sup> Blerta Aliko a souligné que cette visite est une opportunité pour s'enquérir de plus près «sur les projets réalisés par la femme rurale dans le cadre des dispositifs étatiques de soutien à l'emploi». S'agissant des projets qu'elle a visités, la Représentante résidente du Pnud en Algérie les a qualifiés de «dignes d'intérêt», estimant que la femme rurale a «atteint des niveaux appréciables dans le domaine de la petite

industrie, et de l'artisanat notamment», a-t-elle indiqué. Et de poursuivre : «C'est la preuve des compétences, aptitudes et capacités d'innovation de la femme rurale, qui peut jouer un rôle essentiel dans l'édification de l'économie», a-t-elle souligné en outre, plaçant en vue d'œuvrer davantage «pour la professionnalisation de ces micro-entreprises, à travers des plans de commercialisation et la labellisation de leurs produits aux plans nationale et international». M<sup>me</sup> Blerta Aliko a également loué le travail accompli par différents dispositifs de soutien dont elle a pris connaissance, dont l'Angem et la Cnac, et le financement bancaire des PME. Il s'agit de «véritables opportunités à exploiter», a-t-elle dit. Cette visite a Tipasa a permis à M<sup>me</sup> Krikou et à son hôte de s'enquérir d'un nombre de projets économiques réalisés par des femmes, dans le cadre de dispositifs étatiques de soutien à l'emploi. **M. B.**

### Mouvement associatif/Oran

## La Fédération des associations de la société civile voit le jour

La naissance de la «Fédération de wilaya des associations de la société civile» d'Oran a été annoncée avant-hier, lors d'une rencontre à Oran.

Plus de 200 associations locales ont assisté à la rencontre qui a vu la création de cette fédération, alors que plus de 150 participants à la rencontre se sont portés candidats aux élections du bureau exécutif de cette nouvelle fédération, qui regroupe 14

membres, en plus de son président. Zakaria Habibi a remporté la majorité des voix. La création de cette fédération vient d'une initiative de la part d'associations de la société civile de la wilaya d'Oran et a pour objectif d'unifier les efforts et devenir un partenaire essentiel des autorités locales et soutien aux différentes opérations visant l'amélioration du cadre de vie de la population, a indiqué un des responsables d'une association présente

à cette rencontre. A noter que l'avant-projet de révision de la Constitution, qui sera soumis au peuple pour référendum le 1<sup>er</sup> novembre prochain, donne une grande importance au développement de la société civile, à travers les articles qui lui sont consacrés. L'avant-projet prévoit également la création d'un observatoire national de la société civile.

Wahiba H.

### Criminalité à Alger

## Deux personnes arrêtées pour vol à la roulette

Les services de la Sûreté d'Alger ont arrêté deux individus pour vol à la roulette et récupéré du matériel de photographie, a indiqué, avant-hier, un communiqué des mêmes services. Cette affaire a été traitée

par les services de la 2<sup>e</sup> sûreté urbaine de Hydra, relevant de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais, suite à une plainte déposée par un citoyen victime de vol à la roulette, lequel a perdu du matériel et équipe-

ments de photographie appartenant à l'organe de presse pour lequel il travaille, a précisé la même source. L'enquête a permis d'identifier le suspect qui a proposé à la vente à une autre personne les objets volés. Les

services de sûreté ont arrêté le voleur et son acolyte à bord d'un véhicule touristique et récupéré le matériel technique, des brouilleurs et de l'argent liquide. Après finalisation des procédures juridiques en vigueur, les

mis en cause ont été présentés devant le procureur de la République territorialement compétent, lequel a ordonné leur mise en détention préventive, a conclu le communiqué.

Lylia K.



L'album Dhikrayat Cheikh Sadek El Bejaoui

# Des chansons inédites revisitées avec des voix féminines

■ Un album de l'Orchestre féminin de l'association «Ahbeb Cheikh Sadek El Bejaoui» est disponible sur plus de deux cent cinquante plateformes de partage musical. Disponible dans les bacs depuis quelque temps, cet opus intitulé «Dhikrayat Cheikh Sadek El Bejaoui» se veut un hommage au grand artiste qui a beaucoup donné à la musique algérienne, laissant derrière lui un héritage culturel très riche. Cet orchestre, dirigé par les artistes Sonia Bouyahia et Madina Yahiaoui, est composé de jeunes musiciennes et solistes. Malgré leur jeune âge, les membres de cet orchestre ont brillamment interprété les chansons les plus inédites du défunt.

Par Abla Selles

Disponible sur plus de deux cent cinquante plateformes de distribution musicale, le nouvel album de l'Orchestre féminin de l'association «Ahbeb Cheikh Sadek El Bejaoui» est très apprécié par le public. D'ailleurs, ce travail a été chaleureusement reçu par le public et des messages d'encouragement sont envoyés sur la page Facebook de l'orchestre ainsi que sur sa chaîne YouTube.

Intitulé «Dhikrayat Cheikh Sadek El Bejaoui», cet album se veut un hommage à ce chanteur de la musique algérienne qui a laissé derrière lui un répertoire artistique très riche. En effet, c'est sous la direction des artistes Sonia Bouyahia et Madina Yahiaoui que cet orchestre a interprété des textes inédits ainsi que des chansons très connues du défunt.

Avec de jeunes voix féminines mais aussi fortes et claires, des chansons inédites de ce grand artiste sont revisitées, au bon-

heur de ses fans et les passionnés de la musique algérienne. Les musiciennes ont aussi brillé dans ce travail en jouant des morceaux très difficiles avec beaucoup de talent.

Une vidéo représentant des images de l'artiste ainsi que des témoignages des gens qui l'ont connu est aussi partagée sur les différentes plateformes de partage musical. Son élève M'hamed Redouane déclare



CFAWAT N CCIX SADEQ ABJAWI

qu'«il était à la foi facile à vivre et très exigeant». Son fils Rochdy Bouyahia est aujourd'hui le président de cette association et veille pour que l'héritage artistique de son père soit transmis à la jeune génération. «On a enregistré des titres inédits de Cheikh Sadek El Bejaoui que personne n'a osé enregistrer depuis 1963», a indiqué la petite-fille du défunt et

chef d'orchestre, Sonia Bouyahia.

Un passage de Cheikh Sadek El Bejaoui en public est aussi partagé dans cette vidéo qui nous a fait voyager dans un monde musical plein de rythmes et d'émotions.

Il est à noter qu'avec les belles voix de ses jeunes membres, l'Orchestre féminin de

l'association «Ahbeb Cheikh Sadek El Bejaoui» a voulu rendre hommage au défunt en rassemblant un nombre de ses chansons dans un même album avec des voix jeunes et talentueuses. C'est aussi une manière de transmettre ce patrimoine artistique à la nouvelle génération et le protéger de l'oubli.

A. S.

## Centre algérien de la cinématographie Un nouvel accord avec l'Ecole nationale supérieure de journalisme

Le Centre algérien de la cinématographie (Cac) et l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information (Ensjsi) ont signé une convention de coopération visant à mettre en œuvre des «collaborations académiques et professionnelles dans des domaines d'intérêt commun», annonce, samedi, un communiqué du Cac.

Cette convention prévoit un «accompagnement lors des stages pratiques des étudiants de l'école, des sessions de formations

dans le domaine cinématographique, la participation à des manifestations scientifiques et colloques, l'initiation de programmes de recherches thématiques, ou encore la publication et des journalistes spécialisés dans le 7<sup>e</sup> art», explique le communiqué.

Le P Abdeslam Benzaoui, directeur de l'Ensjsi, s'est «félicité de cette coopération qui apportera un plus aux étudiants de l'école de journaliste et qui contribuera à agrandir leur connaissance dans le domaine cinéma-

tographique et audiovisuel».

Pour sa part, le directeur du Cac, Salim Aggar, a déclaré que cette convention permettra de «découvrir de futurs critiques de cinéma et des journalistes spécialisés dans le 7<sup>e</sup> art», précisant que la cinémathèque «met à la disposition des étudiants son centre de documentation» qui englobe une importante collection de livres, photos et affiches de cinéma.

F. H.

Malgré des progrès

## Les réalisateurs noirs peinent encore à percer dans le cinéma

Ils ont vu percer Ryan Coogler («Black Panther»), Barry Jenkins («Moonlight») ou Jordan Peele («Get Out») et saluent des progrès, mais beaucoup de réalisateurs afro-américains se heurtent encore à un milieu du cinéma loin de les accueillir à bras ouverts. Charlie Buhler voulait faire un film d'action, un thriller sur fond de pandémie, une idée qui la travaillait bien avant le coronavirus. La jeune trentenaire, métisse, est allée frapper à des portes, mais «c'est déjà dur pour une femme de faire un film d'action, alors une femme de couleur». Sans aucun moyen, elle a tout de même réalisé «Before the Fire», en partie dans la ferme de sa grand-mère, dans le Dakota du Sud dont elle est originaire. Le film a été sélectionné au Festival international de

Harlem, qui s'est achevé ce dimanche, en version virtuelle.

Ces cinq dernières années, un nombre inédit de metteurs en scène afro-américains ont accédé à la reconnaissance mondiale, dans des genres très différents, le plus visible étant Ryan Coogler, dont le «Black Panther» a ramassé 1,3 milliard de dollars au box-office.

«Les choses ont changé», observe Cheryl Hill, productrice noire et ancienne cadre des studios Disney. «Il y a plus de demandes. (...) On ne peut pas encore parler de 2020, mais 2018 et 2019 ont été de bonnes années. J'ai espoir».

Tous mentionnent le rôle des plateformes vidéo, Netflix notamment, qui ont ouvert des horizons aux minorités. La baisse du prix du matériel et l'accès à inter-

net ont aussi permis de faire plus facilement des films et de les présenter au public.

«Quand j'ai commencé, il y a plus de 20 ans, ils disaient : "Il n'y a pas de marché" pour les films avec des acteurs noirs, se souvient Cheryl Hill, co-fondatrice de la Harlem Film Company. La suite a prouvé que c'était ridicule». «Je n'allais nulle part, se souvient Charlie Buhler, 32 ans aujourd'hui, alors que les hommes blancs de mon âge gravissaient les échelons parce qu'on leur donnait leur chance, bien qu'ils n'aient aucune expérience».

«L'industrie du cinéma est basée, depuis longtemps, sur l'apprentissage», explique Jonathan Tazewell, dont le film «Gotta Get Down To It» a également été retenu par le festival,

connu pour son ouverture à la diversité.

«L'idée, c'est vraiment de pousser quelqu'un que tu connais», dit-il. «Et si cela n'arrive qu'entre une personne blanche et une autre personne blanche, alors le visage de l'industrie ne peut pas changer».

En 2019, la proportion des comédiens noirs dans les films aux Etats-Unis était de 15,7 %, supérieure à leur part dans la population américaine (13,4 %), selon une étude publiée début septembre par l'Annenberg Inclusion Initiative, un centre de réflexion rattaché à l'université de Californie du Sud (USC).

Mais derrière la caméra, parmi les 100 films américains à avoir rapporté le plus, seuls 6,3 % des réalisateurs étaient afro-américains. Quelque 93 %

des producteurs étaient des hommes blancs. La semaine dernière, l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences a mis en place une série de critères qu'une œuvre devra remplir pour prétendre à l'Oscar du meilleur film, à compter de 2024.

Distribution, équipe technique, mais aussi production, ou programmes d'apprentissage à destination des minorités, il faudra désormais donner des gages de diversité.

Depuis sa création il y a 15 ans, le Festival de Harlem a dans son ADN la mission de «présenter un nombre important de films (qui émanent de) voix sous-représentées», selon Nasri Zacharia, le directeur de programmation. «Nous donnons de la visibilité, de la reconnaissance».

R. I.



Iran

# Téhéran souligne «l'isolement» de Washington après son annonce d'un retour des sanctions

■ L'Iran a relevé hier «l'isolement» des États-Unis après leur proclamation unilatérale d'un retour des sanctions de l'ONU contre Téhéran et la promesse de punir ceux qui les violent, une démarche américaine rejetée par Moscou et par les pays européens parties prenantes de l'accord sur le nucléaire.

Par Rosa C.

Les États-Unis ont proclamé, dans la nuit de samedi à hier, que les sanctions des Nations unies contre l'Iran étaient de nouveau en vigueur, même s'ils sont quasiment les seuls au monde à estimer qu'elles le sont.

«Aujourd'hui, les États-Unis saluent le retour de quasiment toutes les sanctions de l'ONU contre la République islamique d'Iran auparavant levées, qui sont

à nouveau en vigueur depuis hier 00h00 GMT», a annoncé le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo.

«Le monde entier dit que rien ne s'est passé. Cela s'est simplement passé dans le monde imaginaire de M. Pompeo», a réagi Saeed Khatibzadeh, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse hier.

Estimant que Washington était «isolé et du mauvais côté de

l'histoire», M. Khatibzadeh a suggéré aux États-Unis de «retourner au sein de la communauté internationale, de (respecter) leurs engagements, d'arrêter de se rebeller et le monde les acceptera».

Le geste de défi des Américains au reste du monde risque d'accroître les tensions internationales, surtout que le gouvernement de Donald Trump menace clairement de mettre en place un système de sanctions dites secondaires pour punir tout pays ou entité qui violerait ces sanctions.

«Si des États membres de l'ONU ne remplissent pas leurs obligations pour appliquer ces sanctions, les États-Unis sont prêts à utiliser leurs propres outils pour punir ces défaillances», a prévenu M. Pompeo. Il a promis que des «mesures» américaines seraient annoncées contre «ceux qui violent les sanctions de l'ONU».

A six semaines de l'élection présidentielle où il brigue un second mandat, M. Trump pourrait dévoiler ces mesures lors de son discours mardi à l'Assemblée générale de l'ONU.

Washington est quasiment seul et contre tous : les autres grandes puissances, la Russie, la Chine mais aussi les alliés européens des Américains, contestent cette décision basée sur une manœuvre juridique, le «snapback».

Le ministère russe des Affaires étrangères a dénoncé hier matin une initiative américaine «illégitime» ne pouvant avoir «de conséquences légales internationales». Les chefs de la diplomatie française, allemande et britannique ont affirmé, dans une déclaration commune, que



cette initiative américaine était «sans effet en droit».

«Nous avons tous clairement dit en août que cette manœuvre était illégitime. Est-ce que Washington est sourd ?», a tweeté Dmitri Polianski, ambassadeur adjoint russe aux Nations unies.

«Il est très douloureux de voir un grand pays s'humilier ainsi et s'opposer dans son délire obstiné aux autres membres du Conseil de sécurité de l'ONU», a-t-il ajouté.

Le ministère iranien des Affaires étrangères a prévenu dans un communiqué que «si les États-Unis mettent en œuvre leurs menaces, directement ou via la coopération de certains de leurs alliés (...), ils seront responsables de toutes les conséquences dangereuses».

Pour comprendre ce face-à-face spectaculaire entre la première puissance mondiale et le reste de la planète, il faut revenir un mois en arrière. Le gouvernement Trump essuie mi-août un

revers retentissant au Conseil de sécurité dans sa tentative de prolonger l'embargo sur les armes conventionnelles visant Téhéran, qui expire en octobre.

Accusant dans une attaque d'une rare violence Paris, Londres et Berlin d'avoir «choisi de s'aligner sur les ayatollahs» au pouvoir dans la République islamique, Mike Pompeo déclenche le 20 août la procédure de «snapback», censée rétablir un mois plus tard toutes les sanctions onusiennes contre l'Iran.

Ces sanctions ont été levées en vertu de l'accord international conclu en 2015, lorsque Téhéran s'est engagé à ne pas se doter de l'arme nucléaire.

Or le président Trump, jugeant insuffisant ce texte négocié par son prédécesseur Barack Obama, en a retiré avec fracas en 2018 les États-Unis, qui ont dans la foulée rétabli voire durci leurs propres sanctions bilatérales.

R. C.

## Commentaire

Détermination

Par Fouzia Mahmoudi

Depuis plusieurs mois tous les sondages concernant la présidentielle française de 2022 donnent les mêmes résultats : Marine Le Pen et Emmanuel Macron au second tour pour une deuxième fois. Or, aujourd'hui sur la scène politique, de plus en plus d'élus ébranlés par ce qui ressemble désormais presque à une fatalité face à ce duel trop attendu, tentent de réveiller la droite et la gauche qui n'ont pour le moment aucun candidat à proposer. Le Parti socialiste et Les Républicains, représentant la gauche et la droite traditionnelle qui ont régné durant des décennies sur la France, sont aujourd'hui incapables de présenter aux électeurs français une alternative crédible aux candidatures de Macron et Le Pen. Pourtant, la droite avait lors des dernières élections municipales de cette année repris un peu de vigueur et remporté de nombreuses villes. Malheureusement, si localement l'implantation de la droite est encore bonne, c'est sur le plan national que le manque de direction se fait ressentir. Très (trop) peu de noms sur la liste des candidats potentiels, même si depuis quelques semaines certaines personnalités de droite se montrent plus agressives et ambitieuses. C'est le cas, notamment, de Xavier Bertrand qui se dit «plus déterminé que jamais» face à l'enjeu de l'élection présidentielle de 2022, a-t-il affirmé cette semaine dans une interview au «Parisien». Le président des Hauts-de-France, qui profite de cet entretien pour égratigner au passage un Emmanuel Macron qui selon lui n'est «pas à l'aise sur les sujets régaliens». «Je sais une chose : je suis plus déterminé que jamais», répond l'ancien ministre sarkozyste à une question sur ses intentions pour 2022. «Je suis convaincu qu'Emmanuel Macron n'est pas celui qui réussira à réconcilier les Français, ni celui qui protégera le pays», poursuit-il. «Avec lui, il y a un vrai risque de victoire des extrêmes. Je suis le représentant d'une droite sociale, populaire, capable de rassembler, et qui refusera toujours le moindre compromis avec l'extrême droite». Il dénie au passage la capacité au président de la République d'incarner une candidature de droite. «Il ne suffit pas d'avoir été banquier d'affaires pour être de droite», assène Xavier Bertrand, «ni de prendre un Premier ministre issu de la droite... Si Emmanuel Macron était de droite, il aurait fait de la sécurité des Français une priorité, il aurait aussi lutté efficacement contre l'immigration illégale. Je suis intimement convaincu qu'il n'y a pas d'autre voie que le retour du respect de l'autorité républicaine». Interrogé sur le projet de loi attendu sur le séparatisme, il objecte : «Trois ans et demi perdus ! Le président est un grand naïf qui n'a pas pris la mesure de ces problèmes. Il n'est pas à l'aise sur les sujets régaliens : sécurité, justice, défense ou respect de la laïcité. Il parle de séparatisme parce qu'il a des problèmes à évoquer le communautarisme et l'islamisme». Xavier Bertrand, qui a quitté le parti Les Républicains en 2017, est candidat à sa réélection à la tête des Hauts-de-France aux régionales de mars 2021. Dans le «Parisien», il défend son bilan : «J'ai fait du travail la priorité : juste avant la crise, le chômage baissait deux fois plus vite que la moyenne nationale. Sur notre mandat, le seul service Proch'emploi aura directement permis le retour à l'activité de près de 20 000 personnes. Nous avons redonné du pouvoir d'achat avec des aides directes : transport, garde d'enfant, chèques-vacances... en n'oubliant jamais ceux qui travaillent !». Reste à savoir si les électeurs de droite seront prêts à faire confiance à Bertrand qui s'est fait plutôt très discret ces dernières années ou si, comme beaucoup de personnalités de droite le craignent, ces voix-là iront plutôt du côté de Marine Le Pen qui n'a cessé depuis son arrivée à la tête du Front puis du Rassemblement National de se revendiquer de la véritable droite, celle du général de Gaulle.

F. M.

Thaïlande

## La plus grande manifestation depuis des années contre le gouvernement

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés samedi soir

sur le terrain ont évalué la foule à quelque 30 000 personnes, ce qui en fait le plus grand rassemblement depuis le coup d'État de 2014 ayant porté au pouvoir le Premier ministre Prayut Chan-O-Cha, un sujet tabou en Thaïlande.

Après ce plus important rassemblement depuis des années, une nouvelle manifestation est prévue pour cette semaine devant le siège du gouvernement. Les organisateurs espèrent y voir 10 000 personnes.

Sous une mer de parapluies multicolores pour se protéger de la pluie quasi ininterrompue, plus de 18 000 personnes selon la police, «des dizaines de milliers» d'après les organisateurs, ont écouté samedi jusque tard

dans la nuit les discours des figures du mouvement.

Des journalistes de l'AFP sur le terrain ont évalué la foule à quelque 30 000 personnes, ce qui en fait le plus grand rassemblement depuis le coup d'État de 2014 ayant porté au pouvoir le Premier ministre Prayut Chan-O-Cha, un ex-militaire instigateur du putsch.

«La volonté du peuple est plus forte que la pluie», s'est réjoui Parit Chiwarak, dit Penguin, l'une des têtes d'affiche de la contestation. Certains ont appelé à une démocratisation des institutions, à mettre un terme à la corruption et à réduire le fossé entre riches et pauvres en Thaïlande, l'un des pays les plus inégalitaires du monde.

L'avocat des droits humains, Anon Numpu, a adopté une ligne

beaucoup plus dure, usant de termes virulents envers la royauté et l'accusant de ne pas rester en dehors de la vie politique.

«C'est un tournant dans l'histoire du pays», veut aussi croire Patipat, un enseignant de 29 ans.

La manifestation avait commencé en début d'après-midi sur le campus de la faculté de Thammasat, théâtre en 1976 d'un massacre, quand des dizaines d'étudiants réclamant la démocratie avaient été tués par les forces de l'ordre épaulées par des milices ultra-royalistes.

Les opposants se sont ensuite rendus à Sanam Luang, une place située juste en face du célèbre Grand Palais, où sont organisées des cérémonies royales. Beaucoup comptent y passer la nuit.





Au profit de l'hôpital anti-cancer d'Al-Hassi

## Oran : campagne de don du sang de joueurs de Ligues 1 et 2

Plusieurs joueurs évoluant dans des clubs oranais de Ligues 1 et 2 de football ont participé à une campagne de don du sang au profit des malades de l'hôpital anti-cancer d'Al Hassi (Oran), a-t-on appris, samedi, auprès des organisateurs.

Cette initiative, qui s'est déroulée en fin de semaine, a vu la participation de sociétaires des équipes du MC Oran, de l'ASM Oran ainsi que du nouveau promu en Ligue 2, l'IRB El Kerma, a-t-on précisé de même source. Des dirigeants de l'IRBEK ont également pris part à cette campagne, en plus des représentants d'une agence spécialisée dans les transferts des joueurs, organisatrice de l'initiative, et dont le siège est situé à

Oran. Ce geste a été hautement apprécié par les responsables de l'établissement hospitalier en question, surtout qu'il intervient au moment où les banques de sang des différents hôpitaux du pays connaissent une baisse sensible de la quantité de cette matière vitale, une situation causée notamment par la propagation du coronavirus depuis mars dernier. Les initiateurs de la campagne se sont, en outre, engagés à rééditer la même opération à l'avenir, promettant une participation massive des sportifs, car estimant que «le sport est censé traduire les valeurs de solidarité avec les différentes couches de la société», a-t-on ajouté.

Lyes B.

Panama

## Le championnat de football relancé un jour après son annulation

**ANNULÉ VENDREDI** à cause de la pandémie de coronavirus, le championnat panaméen de football va finalement reprendre le 23 octobre prochain, a annoncé, samedi, la Fédération panaméenne de football (Fepafut) à l'issue d'une réunion avec les dirigeants des clubs.

Les équipes devront cependant se plier à un protocole de sécurité et les matches se disputer à huis clos, a précisé la fédération.

Le championnat panaméen, qui regroupe dix équipes de niveau semi-professionnel, avait été suspendu en mars dernier, après neuf journées, et devait initialement se terminer entre octobre et décembre.

Mais face au risque de contamination lors de la reprise, la Fepafut avait décidé vendredi d'annuler purement et simplement la saison, estimant que des cas positifs «obligeraient à annuler des matches et placer des équipes complètes en quarantaine, ce qui rend impossible la tenue de la compétition».

Une annonce qui a cependant provoqué un mouvement d'humeur de la part des joueurs de la sélection nationale panaméenne, actuellement en stage avec leur nouvel entraîneur hispano-danois Thomas Christiansen, plusieurs joueurs décidant de quitter le rassemblement.

M. O.

Tennis

## Nadal éliminé en quarts de finale du Masters 1000 de Rome



des lignes, des amortis en toute finesse, des échanges et des courses à n'en plus finir. Pour la première fois cette année à Rome, Nadal a trouvé un adversaire à sa mesure avec Schwartzman, tête de série N.8, un joueur qui n'a pas l'habitude de briller dans les grands tournois et qui jusqu'ici avait perdu neuf fois en neuf matches contre «Rafa» !

**L'ESPAGNOL RAFAEL** Nadal, grandissime favori, a été éliminé samedi en quarts de finale du Masters 1000 de Rome par l'Argentin Diego Schwartzman en deux manches (6-2, 7-5), à huit jours du coup d'envoi de Roland-Garros.

Nadal, qui avait renoncé aux tournois aux Etats-Unis (Cincinnati et US Open), a renoué avec la compétition à Rome, après plus de six mois de pause forcée due à la pandémie de coronavirus. Il est éliminé d'un tournoi qu'il a gagné à neuf reprises et dont il était tenant du titre. Des balles bombées le long

Deux breaks au premier set pour un 6-2 ont d'abord laissé Nadal déboussolé.

L'Espagnol a eu beau puisé dans toute sa panoplie, les «vamos», les poings fermés, la variété des coups, l'Argentin âgé de 28 ans lui a répondu du tac au tac dans un second set d'anthologie avant de s'imposer avec une étonnante maîtrise.

En demi-finale, hier, Schwartzman devait rencontrer le Canadien Denis Shapovalov, tête de série N.12.

R. S.

Escrime

# Bernaoui annonce son retrait de la présidence de la fédération

**Le président de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), Raouf Salim Bernaoui, a annoncé, samedi, son retrait de la présidence de l'instance fédérale et chargé son premier vice-président, Hocine Ameziane, d'assurer l'intérim en attendant l'élection d'un nouveau président.**

Par Racim S.

«**J'**ai pris la décision de me retirer de la présidence, par souci de préserver l'intérêt du sport et des sportifs, outre le fait d'avoir été victime d'une campagne visant ma personne», a indiqué Bernaoui à l'APS.

«Nous avons tenu, ces derniers jours, une réunion du bureau fédéral où j'ai décidé de me retirer de mon poste au profit d'une autre personne qui sera élue à l'issue d'une assemblée générale électorale», a-t-il dit.

Ainsi, l'intérim de la présidence de la FAE sera assurée par le premier vice-président Hocine Ameziane pour une période de 45 jours à l'issue de laquelle seront organisées, conformément à la réglementation, des élections auxquelles sera présent Bernaoui en tant que membre de l'assemblée générale.

Parmi les principales raisons qui ont poussé l'ancien président à quitter son poste, celui-ci évoque «l'exclusion de la Fédération d'escrime de l'assemblée générale du Comité olympique et sportif algérien, après mon exclusion du bureau exécutif de cette instance au moment où j'assurais la responsabilité du secteur des sports. Chose que je considère comme une humiliation pour ma personne, en ma qualité d'ex-membre de l'assemblée générale du COA et ex-ministre dans le gouvernement algérien. C'est également, pour moi, une atteinte à l'image de la Fédération algérienne d'escrime».

Pour Bernaoui, cette exclusion est «injustifiée», puisque «certains membres s'absentaient pour diverses raisons, des réunions du bureau exécutif et n'ont pas été écartés, ni eux ni leurs fédérations. Deux poids deux mesures».

L'instance olympique algérienne avait, rappelle-t-on, rejeté le dossier de candidature de Bernaoui, lors de l'AG électorale tenue samedi dernier et à l'issue de laquelle Abderrahmane Hammad a été élu en remplacement de Mustapha Berraf, démissionnaire depuis mai dernier.



Par ailleurs, Bernaoui a démenti les informations selon lesquelles il avait l'intention de présenter un recours auprès des instances algériennes et internationales, après le rejet de sa candidature au poste de président du COA. «La seule chose que j'ai entreprise est le recours que j'ai remis au secrétaire-général du COA, comme le permet d'ailleurs le règlement», a précisé Bernaoui qui souhaite à Hammad «beaucoup de réussite dans sa mission, lui qui est un ancien athlète olympique, intègre et compétent».

Le rejet du dossier de Bernaoui, candidat au poste de président du COA, a été motivé par plusieurs textes réglementaires, selon l'instance olympique qui indique que ce candidat ne remplit pas les conditions contenues dans les articles 24 et 25 des statuts du COA, expliquant que le document qu'il a présenté, sous forme de procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de la Fédération algérienne d'escrime (FAE), non visé et non validé par les services habilités du MJS, mentionne son retour à la présidence de l'instance.

«La notion de retour n'est pas prévue par la réglementation et contrevient aux dispositions légales et réglementaires qui régissent le fonctionnement des structures d'organisation et d'animation sportive», a souligné le communiqué du COA.

En outre, l'instance olympique a expliqué que ces dispositions stipulent dans l'article 62 de la loi 13-05 du 13 juillet 2013, relative à l'organisation et le développement des activités physiques et sportive, qu'il est interdit le cumul entre la responsabilité exécutive et électorale au niveau national et local au sein et entre les structures d'organisation et d'animation sportive, d'une part, et la responsabilité administrative au sein des institutions de l'Etat relevant du secteur chargé des sports, qui confère au concerné un pouvoir de décision, d'autre part.

L'instance olympique a rappelé que le candidat Bernaoui a été déchu de sa qualité de membre de l'assemblée du COA depuis son remplacement au sein du Comité exécutif, pour le motif d'absences répétées et en application des articles 33 et 35 des statuts de l'instance.

Abderrahmane Hammad, médaillé de bronze aux JO-2000 de Sydney, a été élu nouveau président du COA, le samedi 12 septembre 2020 à l'issue de l'assemblée générale électorale (AGE). Il avait récolté 105 voix, soit 60 voix des fédérations olympiques qui possèdent chacune quatre voix et 45 voix des fédérations non olympiques qui possèdent une seule voix chacune. Il assurera la présidence jusqu'à la fin du mandat olympique 2017-2020.

R. S.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Fermeture des routes à Béjaïa

## L'association Tudert dénonce «l'empêchement» du passage de son ambulance

L'ASSOCIATION Tudert d'aide aux malades cancéreux a dénoncé, hier, dans une publication postée sur les réseaux sociaux, l'empêchement du passage par un groupe d'individus à Tala Khaled, commune d'Aokas, de son ambulance qui transportait un malade au centre anti-cancer de Sétif. «L'association Tudert d'aide aux malades cancéreux dénonce avec force les agissements irresponsables d'un groupe de personnes ayant fermé, ce matin, la route nationale au niveau d'Aokas, à l'encontre d'un chauffeur d'une ambulance appartenant à l'association». Et d'ajouter : «Alors que l'ambulance, qui transportait une malade cancéreuse, se dirigeait vers le CAC de Sétif, les protestataires ont proféré insultes et menaces à

l'égard du chauffeur».

Plus grave encore, elle accuse : «Ils ont même menacé de brûler l'ambulance».

Il est utile de noter que la RN 09 a été coupée près de l'entrée du tunnel de Kherrata par des commerçants des débits de boissons alcoolisées qui revendiquent la réouverture de leurs commerces.

Notons que cette action est la deuxième du genre après celle du 4 septembre dernier observée sur le même lieu.

La fermeture de cet important axe routier a généré d'énormes désagréments aux usagers en ce début de semaine qui coïncide avec la reprise des cours à l'université. La route a été rouverte à la circulation routière dans l'après-midi, a-t-on appris.

H. C.

Prévue en novembre à Oran

## Plus de 45 exposants à la 4<sup>e</sup> édition du Phramex

Plus de 45 exposants prendront part à la 4<sup>e</sup> édition du Salon de la pharmacie, de la parapharmacie & du confort au quotidien (PharmEx), prévue du 5 au 7 novembre prochain au centre des Conventions d'Oran (CCO) avec le strict respect des mesures de prévention contre le Covid-19, ont annoncé, hier, les organisateurs dans un communiqué.

Prévue initialement en septembre et reportée pour octobre pour cause de Covid-19, les organisateurs ont finalement opté pour l'organisation de cette exposition le mois de novembre, principalement à cause de la situation épidémiologique «qui connaît une amélioration», a-t-on précisé de même source.

Organisée par l'agence de communication «Pharmex Comm», cette édition verra la participation des professionnels du monde de la pharmacie entre laboratoires, industriels, pharmaciens d'officine, médecins, étudiants en médecine et pharmacie et autres. Pharmex est un événement qui réunira l'ensemble de la communauté des pharmaciens de l'ouest et même du territoire national, d'autres praticiens et acteurs de santé y seront conviés (enseignants, chercheurs, institutions publiques à l'image de la direction de la santé, Cnas, Casnos, etc.). Les différents intervenants dans le

domaine de la pharmacie seront conviés pour exposer leurs nouveautés et leurs produits tout en respectant les protocoles sanitaires de lutte contre le coronavirus.

«On s'attend à plus de 45 exposants professionnels, vu les circonstances exceptionnelles de cette année suite à la pandémie de Covid-19, un stand de l'Association nationale d'aide aux malades et aux professionnels de la santé "WinNelka", partenaire du salon, sera installé à l'entrée du salon pour distribuer les masques et les solutions hydro-alcooliques», a-t-on fait savoir, soulignant que le salon est dédié «aux professionnels, les visiteurs sont des pharmaciens et des médecins qui connaissent très bien les protocoles de prévention du Covid-19».

Le salon sera aussi une occasion pour honorer les professionnels de la santé qui étaient, et le sont encore, aux premiers rangs pour combattre la pandémie depuis plus de 7 mois. Un riche programme scientifique sera concocté autour du thème principal de cette édition qui est «La pharmacie à l'air de la pandémie : impact socio-économique», plusieurs intervenants se pencheront essentiellement sur le rôle du pharmacien dans la lutte contre le Covid-19.

O. N.

## Nos routes de plus en plus meurtrières



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

## Opération escargot des transporteurs de la wilaya

■ Des transporteurs de la wilaya de Tizi Ouzou ont organisé, hier, une opération escargot.

Par Hamid M.

L'action a été menée en appui à la grève nationale de cette corporation interprofessionnelle pour réclamer la reprise des liaisons inter wilayas suspendues depuis plusieurs mois en raison de la crise sanitaire de coronavirus. A noter que l'action de protestation a suscité une large adhésion des trans-

porteurs, hier, à travers les quatre coins de la wilaya de Tizi Ouzou, causant des désagréments à de nombreux usagers, notamment des travailleurs, dans l'impossibilité de regagner leurs postes de travail.

### Session ordinaire de l'APW ce mercredi

L'Assemblée populaire de la wilaya de Tizi Ouzou tiendra

mercredi sa session ordinaire, a indiqué, hier, la même institution dans un communiqué. Les travaux de la session retardée de plusieurs semaines seront consacrés essentiellement à l'adoption du budget supplémentaire 2020, l'évaluation des rentrées scolaire, universitaire et de la formation professionnelle, ainsi que la situation épidémiologique de la wilaya liée à la crise sanitaire de coronavirus. H. M.

Jijel

## Un terroriste abattu et un pistolet mitrailleur récupéré

Un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu hier un terroriste et récupéré un pistolet mitrailleur, lors d'une opération de fouille et de ratissage à l'est de Taxena, à Jijel, en 5<sup>e</sup> Région militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu un terroriste, ce matin du 20 septembre 2020, lors

d'une opération de fouille et de ratissage à Oued Djendjen, dans la localité d'Amssif, à l'est de la commune de Taxena, wilaya de Jijel en 5<sup>e</sup> Région militaire», précise la même source.

Cette opération, est-il ajouté, «toujours en cours, a permis de récupérer un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, chargeurs garnis et d'autres objets».

T. H.

Oran

## Arrestation de 19 harraga au large d'Arzew

Les unités du groupement territorial des gardes-côtes de Arzew (W.Oran) ont déjoué une tentative de traversée en mer et arrêté 19 candidats à l'émigration clandestine, a-t-on appris, hier, de source sécuritaire. La même source a indiqué que les unités des gardes-côtes ont découvert, dans la nuit de samed-

di à dimanche, une embarcation traditionnelle à bord de laquelle se trouvaient 19 personnes âgées de 2 à 28 ans entreprenant une traversée dans le cadre de l'émigration clandestine, soulignant que les 19 personnes ont été trouvées au large à quelques miles de la plage de «Cap Carbon» (Arzew).

Les gardes-côtes ont reconduit ces «harraga» au port d'Arzew pour recevoir des soins et être présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes pour le chef d'inculpation de tentative de quitter le territoire national de manière illégale, a-t-on fait savoir.

K. L.